L'AGRESSION ISRAÉLIENNE DE PLUS EN PLUS MEURTRIÈRE

Ghaza : la terreur !

L'armée israélienne a continué de s'acharner hier mercredi sur la population de Ghaza qu'elle a de nouveau pilonnée, faisant au moins 76 morts parmi les civils, selon un bilan des secouristes établi dans l'après-midi. Après avoir commis le carnage, un de plus, un de trop, Israël a fait mine d'avoir bon cœur en décidant d'une «trêve humanitaire» de 4 heures, entre 12h et 16h.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - C'est devant une indifférence sidérante de la communauté internationale qu'Israël a poursuivi hier son œuvre d'extermination du peuple palestinien.

L'aviation israélienne a pilonné sans relâche des cibles civiles dans la bande de Ghaza, tuant indistinctement enfants, femmes et vieillards. Au prétexte que le Hamas palestinien y cacherait soldatesque et armement, l'autorité sioniste israélienne a largué ses bombes sur des écoles aménagées par l'ONU (UNWRA) pour accueillir des réfugiés palestiniens, en violation du droit humanitaire international. Une des agences onusiennes a ouvertement accusé Israël de cibler une des écoles où étaient rassemblés des civils palestiniens, tuant 16 d'entre eux.

La même agence a exhorté la communauté internationale à sortir de sa torpeur et faire en sorte que le carnage s'arrête. Un appel qui est demeuré sans écho, puisque l'armée israélienne a commis ce mercredi les plus sauvages de ses offensives contre la bande de Ghaza. Un bilan approximatif, établi par les secouristes en début d'après-midi, fait état de 76 morts et des centaines de blessés. Une journée des plus sanglantes depuis l'amorce des attaques israéliennes sur la bande de Ghaza, le 8 juillet dernier.

Le bilan de ces 23 jours d'agression est de 1306 morts et quelque 7200 blessés palestiniens. Ce bilan est plus lourd depuis la guerre contre le Hizbollah libanais en 2006.

Selon des chiffres publiés mardi à 12h par le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), le bilan était de 1 118 morts, parmi lesquels au moins 827 civils dont 243 enfants. Sur un total de 6 233 blessés, 1 949 sont des enfants. En même temps, quelque 240 000 Palestiniens ont été déplacés à l'intérieur de l'enclave palestinienne par les violences, selon l'Ocha. Plus de 200 000 se sont réfugiés dans 85 abris gérés par l'agence de l'ONU, les autres se trouvant chez de la famille ou des amis.

Une trêve inutile

Après avoir commis un carnage, l'armée israélienne a informé qu'elle observait une trêve humanitaire de 4 heures, entre 12 et 16 h. Une trêve juste dans la bande de Ghaza mais pas ailleurs dans les zones où les militaires israéliens sont en opération. Autrement dit, la trêve n'est qu'un coup de bluff, qui vise à faire accroire qu'Israël pouvait encore avoir un sentiment d'humanité, elle qui, dès l'aube, a entrepris de faucher des vies innocentes palestiniennes. Le Hamas palestinien a, d'ailleurs, rejeté cette trêve qu'il a jugée sans valeur. «La trêve annoncée par Israël est un coup médiatique et n'a pas de valeur parce qu'elle n'inclut pas les zones de combat le long de la frontière, d'où nous ne pourrons pas évacuer les blessés», a expliqué Sami Abou Zouhri, un porte-parole du mouvement, dans un communiqué.

C'est la troisième trêve qu'Israël dit observer depuis le 8 juillet dernier. Samedi dernier, une trêve humanitaire de 12 heures, prolongée de 4 heures, mais elle avait volé en éclats à la suite de la reprise des combats. Une autre brève trêve non déclarée lundi pour la fête musulmane de l'Aïd El-Fitr, marquant la fin du Ramadhan, avait été elle aussi rapidement rompue.

L'Algérie condamne et appelle à une réaction internationale

Face à la situation qui a prévalu hier dans la bande de Ghaza où au moins 76 Palestiniens ont été tués dans des raids de l'armée israélienne, l'Algérie a fermement condamné l'agression et a appelé à une réaction diligente de la communauté internationale. «L'Algérie réitère sa ferme condamnation des actes israéliens de violence et de terrorisme d'Etat contre la population de Ghaza» et «appelle les acteurs internationaux influents à assumer leurs responsabilités face à ces tueries», a déclaré à l'APS le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, ajoutant que «l'Algérie continue de suivre de près les développements tragiques de la situation à Ghaza intervenus durant les jours marquant l'Aïd El-Fitr el moubarek qui ont vu se produire une escalade dans l'horreur et une augmentation sensible des martyrs palestiniens tombés victimes de l'agressivité israélienne».

Photo : DR

Le ministre des Affaires étrangères a expliqué aussi qu'«en réitérant sa ferme condamnation des actes israéliens de violence et terrorisme d'Etat contre une population supposée être protégée par le droit humanitaire international, l'Algérie appelle tous les acteurs internationaux susceptibles d'avoir quelque influence sur les auteurs de ces tueries à assumer leurs responsabilités devant l'Histoire face aux visées génocidaires que trahissent la nature, l'envergure et les effets des opérations militaires israéliennes», poursuivant que «l'Algérie, qui n'a pas cessé de contribuer à des consultations et à des activités tendant à la réalisation d'un cessez-le-feu dans des conditions sauvegardant les acquis du peuple palestinien et ouvrant la voie à la satisfaction de ses droits nationaux inaliénables, escompte une accélération et un aboutissement rapide des efforts actuellement déployés dans ce contexte».

Par ailleurs, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est entretenu, mercredi, successivement avec son homologue égyptien, Abdelfetah Sissi, ainsi qu'avec l'émir de l'Etat du Qatar, Temim Ben Hamed Al Thani, sur la situation à Ghaza, indique un communiqué de la présidence de la République. Les trois dirigeants ont discuté des voies et moyens d'une action arabe commune en vue d'amener la communauté internationale à intervenir pour l'arrêt de l'agression israélienne sur Ghaza.

La concernant, l'Algérie a décidé d'une aide financière de 25 millions de dollars au profit de la Palestine.

S. A. I.

POUR EMPÊCHER L'ENLISEMENT EN LIBYE

L'Algérie appelle à la mobilisation de la communauté internationale

L'Algérie appelle la communauté internationale à se mobiliser afin de trouver une solution à la crise sécuritaire et politique en Libye. A Tripoli et Benghazi, la situation s'est encore détériorée obligeant de nombreux pays à évacuer leurs ressortissants. La Tunisie, qui fait face à un afflux de réfugiés libyens, envisagerait de fermer ses frontières terrestres.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Alger fait part officiellement de son inquiétude au sujet de la détérioration de la situation en Libye. «Les développements graves de la situation sécuritaire en Libye préoccupent au plus haut point l'Algérie», a affirmé, hier, le ministre des Affaires étrangères dans une déclaration à l'agence publique APS.

Ramtane Lamamra a appelé «l'ensemble de la communauté internationale à se mobiliser pour aider la Libye à relever tous les défis qui l'assaillent». «Les dures épreuves qui ont été infligées au peuple libyen frère durant les derniers jours, coïncidant avec l'Aïd El Fitr el moubarek assombrissent l'avenir immédiat du pays et inspirent une inquiétude légitime en ce qui concerne les perspectives de sortie de crise rapide à travers l'avènement de la Libye nouvelle, démocratique, et en paix avec elle-même que nous appelons de tous nos vœux. L'Algérie presse tous les acteurs libyens impliqués dans cette montée effrénée de la confrontation fratricide de s'en remettre à leur Parlement élu en vue de la prise des mesures nécessaires à une indispensable réconciliation nationale ainsi qu'à la mise en place d'institutions crédibles et efficaces pour assumer les missions relevant de la souveraineté de l'Etat libyen.»

Le ministre des Affaires étrangères a annoncé que le gouvernement algérien participe à une initiative avec des «pays voisins de la Libye» afin d'aider les autorités et les «forces patriotiques». «L'Algérie mène des consultations avec les autres pays voisins de la Libye en vue de la conjugaison des efforts pour aider l'Etat et les forces patriotiques à faire prévaloir les intérêts supérieurs du peuple libyen frère dans ces circonstances décisives de son histoire.»Lamamra ne le dit pas ouvertement, mais les «forces patriotiques» auxquelles il fait référence semblent être les troupes d'unités d'élites de l'armée libyenne commandées par le général à la retraite, Khelifa Belqasim Haftar qui mène une guerre aux «djihadistes» à l'est du pays.

Hier, les troupes de Haftar ont subi un sérieux revers lorsque la principale base militaire des forces spéciales de Benghazi est tombée entre les mains des miliciens du Conseil de Choura des révolutionnaires de Benghazi.

Cette organisation se présente comme un consortium de différentes milices et groupes terroristes activant essentiellement en Cyrénaïque. Selon le Croissant-Rouge libyen, 35 corps de soldats ont été retirés des décombres de cette caserne. Et selon un responsable de l'organisation humanitaire, il pourrait y avoir «d'autres corps». Le chaos règne également à Tripoli où les milices rivales ont transformé la capitale en zone de guerre. Les combats qui ont débuté le 13 juillet se sont poursuivis, hier, pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli. Totalement dépassées par les événements, les autorités libyennes concentrent actuellement leurs efforts sur l'incendie qui s'est déclaré dans un dépôt de carburant qui avait été déclenché par un tir de roquette.

Hier, un responsable du ministère libyen du Pétrole a avoué que l'incendie est «hors contrôle». Les pompiers libyens sont incapables d'éteindre le feu qui brûle depuis plusieurs jours 90 millions de litres de carburant à cause des combats entre les différentes factions armées et le manque d'eau et de matériels. La dégradation de la situation sécuritaire a obligé de nombreux pays à évacuer leurs ressortissants. Ainsi, l'armée française a procédé à une opération d'exfiltration par voie maritime d'une cinquantaine de Français et de Britanniques.

Les étrangers ne sont pas seuls à quitter ce pays puisque de nombreux Libyens ont choisi de se réfugier en Tunisie. Un phénomène qui risque de prendre de l'ampleur ces prochains jours avec la recrudescence de la violence.

Hier, le ministre tunisien des Affaires étrangères a prévenu que son pays ne pourrait pas faire face à un afflux massif de réfugiés libyens. «La situation économique dans notre pays est précaire et on ne peut pas supporter l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés», a indiqué Mongi Hamdi en précisant que la Tunisie pourrait prendre la décision de «fermer les frontières si l'intérêt national l'exige».

T. H.

Une minute de silence sera observée aujourd'hui à midi en Algérie

L'Algérie observera aujourd'hui à 12h une minute de silence et 5 mn d'interruption de travail sur tout le territoire national, en hommage aux victimes palestiniennes de Ghaza et en solidarité avec le peuple palestinien, suite aux agressions israéliennes barbares.

«Les autorités du pays ont décidé d'une minute de silence jeudi à 12h et 5 mn de cessation de toute activité dans l'ensemble des entreprises des secteurs public et privé à travers le territoire national, en signe de solidarité avec les victimes palestiniennes de Ghaza et le peuple palestinien», a indiqué hier à l'APS une source gouvernementale.

«L'observation de la minute de silence et des 5 mn d'interruption des activités se fera à l'extérieur de l'ensemble des entreprises, institutions et autres organisations», a-t-on ajouté de même source.

Face à la poursuite de l'agression barbare contre Ghaza, l'Algérie a réitéré, hier, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, sa «ferme condamnation des actes israéliens de violence et de terrorisme d'Etat contre la population de Ghaza», appelant les acteurs «internationaux influents» à assumer leurs responsabilités face à ces tueries.

APS